



Arrivée du croiseur "Cincinatti" aux Barbades.

Washington, 24 février.—L'arrivée du croiseur "Cincinatti" aux Barbades, aujourd'hui, est annoncée à Washington.

M. Bocande, l'agent de la Compagnie Générale Transatlantique, a demandé aujourd'hui par le câble la liste des passagers.

Washington, 24 février.—Le capitaine Sigbee a envoyé aujourd'hui de la Havane la dépêche suivante :

La Havane, 24 février.—Long, secrétaire de la marine. Le remorqueur Right Arm est arrivé hier, il a commencé le travail aujourd'hui.

Pas de nouvelles de "La Champagne".

New York, 24 février.—Le steamer "La Champagne", de la ligne française, qui est dû depuis longtemps, n'avait pas encore paru à l'horizon à 5 h 15 du matin, bien que le temps fut clair.

C'étaient le steamer Trave, du German Lloyd, et le Germanic, de la ligne White Star.

Un livre du maire de Chicago.

Chicago, Illinois, 24 février.—M. Carter H. Harrison, maire de Chicago, annonce qu'il écrira un livre sur la question de la frappe libre de l'argent pour prouver qu'il est en faveur du métal blanc.

La comtesse Marie de Plasse.

St-Louis, Missouri, 24 février.—Le "Post-Dispatch" annonce aujourd'hui que la comtesse Marie de Plasse, femme du docteur comte Louis de Plasse, le noble belge qui réside au numéro 29 de la rue 27e est, à New York, qui avait mystérieusement disparu depuis un an, a été retrouvée à St-Louis par un des détectives du chef Desmond.

La comtesse a dit à la mère supérieure que si son mari la demandait elle retournerait peut-être avec lui.

La comtesse dit qu'elle a quitté le domicile conjugal à la suite d'une querelle avec son mari, qui lui reprochait sa passion pour la morphine.

Le retard de La Champagne probablement dû à un accident de machine.

New York, 24 février.—M. Bocande a dit aujourd'hui qu'il n'éprouvait aucune crainte sur le sort de La Champagne. Il pense qu'il y a eu un accident de machine et que le vapeur doit rester au milieu de l'océan jusqu'à la fin des réparations.

Même si l'accident était trop grave pour qu'il fut possible d'y remédier en mer, le navire ne serait pas en danger, d'après M. Bocande, parce qu'il est muni de quatre mâts qui lui permettraient de poursuivre sa route à la voile.

Quatre cent soixante-dix-neuf personnes se trouvent à bord de La Champagne, réparties de la façon suivante : 1re classe, 48; deuxième classe, 32; entrepont, 203; équipage, 175.

M. Bocande, l'agent de la Compagnie Générale Transatlantique, a demandé aujourd'hui par le câble la liste des passagers.

Dépêche du capitaine Sigbee.

Washington, 24 février.—Le capitaine Sigbee a envoyé aujourd'hui de la Havane la dépêche suivante :

La Havane, 24 février.—Long, secrétaire de la marine. Le remorqueur Right Arm est arrivé hier, il a commencé le travail aujourd'hui.

Les deux navires croiseront probablement entre les petites îles de la mer des Caraïbes jusque vers le premier avril.

L'intention actuelle du gouvernement est de les renvoyer au Brésil à cette époque.

Incendie près de la Nouvelle-Ibérie.

La Nouvelle-Ibérie, Louisiane, 21 février.—La résidence de M. J. R. Saucier, à la raffinerie de Segura, près de la Nouvelle-Ibérie, a été détruite par un incendie la nuit dernière.

La bâtisse et le contenu étaient en partie assurés.

Renseignements demandés.

Cincinnati, Ohio, 24 février.—Robert Smith, le directeur du service des quais de Cincinnati, a reçu du département de la guerre un télégramme lui demandant des renseignements sur les bâtiments de transport et les remorqueurs arrivant et quittant le port.

Dans ce message les fonctionnaires de Washington demandent l'envoi des noms de tous les bâtiments, ainsi que les noms des compagnies auxquels ils appartiennent.

Le brigadier-général C. H. Schaefer, de la garde nationale de l'état, reçoit des lettres de tous les points de l'état, lettres d'individus demandant à s'enrôler et à partir en guerre.

Grande activité dans l'Arkansas.

Little Rock, Arkansas, 24 février.—Une grande activité règne dans les cercles militaires de l'Arkansas.

Le brigadier-général C. H. Schaefer, de la garde nationale de l'état, reçoit des lettres de tous les points de l'état, lettres d'individus demandant à s'enrôler et à partir en guerre.

De nouvelles compagnies sont organisées. Le brigadier-général Schaefer a dit aujourd'hui qu'il pourrait mobiliser 20,000 citoyens de l'Arkansas en moins de trente jours, en cas de nécessité.

A la Légation d'Espagne.

Washington, 24 février.—A la légation d'Espagne à Washington on suit avec un grand intérêt les progrès de l'enquête sur la destruction du "Maine", et on exprime l'espoir que le jugement des experts ne sera pas influencé par des rapports qui sont considérés comme indignes de créance.

Les fonctionnaires de la légation restent calmes et cherchent à éviter tout ce qui pourrait exciter l'opinion publique.

Récemment, un incident qui s'est produit dans une petite ville aurait pu être portée à l'attention officielle, mais la difficulté a été aplani par le tact du fonctionnaire espagnol.

Il est probable que le croiseur aurait levé l'ancre plus tôt, si l'on n'avait pas craint la fausse impression qu'aurait créée un prompt départ.

Des rapports reçus aujourd'hui à la légation contiennent l'expression de la satisfaction causée par la courtoisie des fonctionnaires de New York envers les officiers et l'équipage du "Vizcaya".

Madrid, Espagne, 24 février.

M. Stewart L. Woodford, ministre des Etats-Unis à Madrid, a donné aujourd'hui un dîner en l'honneur du nouveau ministre d'Espagne à Washington, señor Polo y Bernabe.

Parmi les invités se trouvaient les représentants autrichien, russe, français, allemand, italien, turc hollandais et anglais, et le duc de Vergara, un descendant direct de Christophe Colomb qui a été l'hôte de la nation américaine à l'époque de l'exposition de Chicago.

Une grande importance politique est attachée à cet incident, et le dîner, ajouté aux déclarations pacifiques du président McKinley, d'après un rapport semi-officiel, a été utilisé d'une façon optimiste par la presse ministérielle.

Mais l'Imparcial, aujourd'hui, reproche au gouvernement son apathie, apathie en contraste avec les sentiments patriotiques du pays, et il met en garde la nation contre la politique hypocrite des yankees, qui a réellement pour but l'indépendance de l'île de Cuba.

Continuant, l'Imparcial dit : Le président McKinley peut protester de son amitié et de ses intentions pacifiques, mais ses actes sont en contradiction avec ses paroles.

Pendant que le président des Etats-Unis nous cajole avec des mots il agisse nous noie pour nous frapper par derrière. En parlant de concorde il emploie ses dimanches à des préparatifs expéditionnels de guerre dans les arsenaux et annule les congés des marins.

L'ouvrier nous avoir confiance dans ceux qui empêchent la pacification de l'île de Cuba, encourageant la rébellion et les expéditions de filibusters, et envoient des navires de guerre sous prétexte d'amitié et en préchant la paix ?

Nous devons nous préparer à la guerre. Il n'est plus temps de se procurer des navires de guerre, mais nous devons armer immédiatement ceux que nous avons et envoyer le Pelayo, le Colon, le Carlos V et le Maria-Teresa dans les eaux cubaines à la suite de l'Almirante, de l'Oquendo et du Vizcaya, pendant que le reste de la flotte garderait la Péninsule.

Toute autre politique que la préparation à la guerre fait le jeu des américains, dont le but est d'épuiser nos ressources et d'obtenir l'indépendance de Cuba sans risques.

Pendant combien de temps le gouvernement a-t-il l'intention de favoriser les plans des américains ? Pendant combien de temps la nation agonisante tolérera-t-elle l'apathie du gouvernement ?

Ce langage d'un journal semi-officiel est très commenté. Le "País" déclare franchement que la proclamation de l'indépendance de l'île de Cuba est imminente.

L'existence de la nation a été assaillie ; une partie de la presse étrangère a recueilli tout le mal que nous avons dit entre nous. Ce sera toujours la punition de ceux qui parlent mal de la France d'obtenir les applaudissements de l'étranger.

Chaque jour on découvre des cas d'espionnage à l'étranger. Est-ce que la presse française s'excite comme la presse étrangère à propos de Dreyfus ? Non.

Il y a donc une morale à tirer, maintenant que l'agitation doit cesser (Acclamations bruyantes) dans l'intérêt de la tranquillité publique, dans l'intérêt de notre sécurité extérieure et même dans l'intérêt de ceux qui se sont engagés si follement et si audacieusement dans cette campagne, campagne qui pouvait nous faire retourner à l'âge de l'entre-deux.

Le premier ministre a alors raillé cette élite intellectuelle qui ferme ses yeux et ses oreilles au pays et découvre des blessures que le gouvernement tente de cicatrifier.

M. Méline a l'intention, d'imposer la paix à tous, et il prendra les mesures qui nécessitent les circonstances. Personne, après le verdict d'hier, ne peut soulever la discussion de bonne foi, et si les lois actuelles ne suffisent pas, le gouvernement demandera à la chambre un autre vote qui prouvera que quand le patriotisme est en question les divisions disparaissent entre nous.

M. Goujon a proposé l'affichage du discours de M. Méline dans toutes les communes de France, et cette proposition a été adoptée.

M. Cavaignac, ancien ministre, a reproché au gouvernement de n'avoir pas dévoilé la vérité entière pendant le procès et d'avoir insuffisamment défendu les officiers. Il a ajouté qu'il voulait une armée puissante mais subordonnée au pouvoir civil.

Les débats ont été alors déclarés clos et plusieurs ordres du jour ont été présentés.

Le premier ministre a accepté un jour exprimant la confiance dans le gouvernement et approuvant ses déclarations.

Cet ordre du jour a été voté par 461 voix contre 40.

M. Habert, un révisionniste, a suggéré l'addition des mots suivants : " et rendant hommage à l'armée nationale et à la loyauté de ses chefs."

M. Méline a répondu que cette addition, sous le prétexte que l'armée devrait être tenue en dehors des partis.

M. Castelin a demandé si le gouvernement avait l'intention d'annuler les membres du syndicat Dreyfus, ou de faire une enquête pour assurer de l'identité des individus responsables.

M. Méline a répondu que le gouvernement pouvait ordonner une enquête, mais il a ajouté que cette enquête serait faite dans les limites de la législation actuelle.

M. Roche, un socialiste, a posé au gouvernement une question sur les prétendues représentations faites aux membres de la famille Dreyfus au nom du général Billot, ministre de la guerre. Il a attaqué les cours martiales, disant qu'elles n'étaient que des instruments de torture pour les soldats.

Le général Billot a répondu qu'il n'avait envoyé personne à la famille Dreyfus, et il a protesté avec indignation contre les insinuations faites contre lui.

Le ministre de la guerre a demandé l'ordre du jour pur et simple, qui a été voté par 428 contre 54.

M. Viviani a demandé l'urgence pour la discussion d'une motion

Au Sénat des Etats-Unis.

Washington, 24 février.—Un point remarquable de la séance d'aujourd'hui au sénat a été les discours de M. Spooner, de Wisconsin, sur le droit de Henry W. Corbett, de l'Oregon, à un siège sénatorial à la suite de sa nomination par le gouverneur.

L'orateur a basé sur la constitution ses arguments en faveur de la validation. Il n'avait pas terminé son discours à l'heure de l'ajournement.

La résolution tendant à la nomination d'une commission de cinq sénateurs pour une enquête sur la situation dans l'île de Cuba, présentée hier par un sénateur du Nebraska, a été retirée aujourd'hui par son auteur.

"La Champagne"

New York, 25 février.—Ce matin, vendredi, à une heure, "La Champagne" n'a pas encore été signalée.

L'agent de la compagnie générale Transatlantique dit qu'elle arrivera probablement dans le courant de la journée.

Il pense que le navire est peut-être à la remorque d'un autre bâtiment.

Le vapeur Friedrich der Grosse, du North German Lloyd, a été signalé à minuit 10.

Peut-être apporte-t-il quelque nouvelle du paquebot français ?

DERNIERE HEURE.

Dîner en l'honneur du nouveau ministre d'Espagne à Washington.

Madrid, Espagne, 24 février.—M. Stewart L. Woodford, ministre des Etats-Unis à Madrid, a donné aujourd'hui un dîner en l'honneur du nouveau ministre d'Espagne à Washington, señor Polo y Bernabe.

Parmi les invités se trouvaient les représentants autrichien, russe, français, allemand, italien, turc hollandais et anglais, et le duc de Vergara, un descendant direct de Christophe Colomb qui a été l'hôte de la nation américaine à l'époque de l'exposition de Chicago.

Une grande importance politique est attachée à cet incident, et le dîner, ajouté aux déclarations pacifiques du président McKinley, d'après un rapport semi-officiel, a été utilisé d'une façon optimiste par la presse ministérielle.

Mais l'Imparcial, aujourd'hui, reproche au gouvernement son apathie, apathie en contraste avec les sentiments patriotiques du pays, et il met en garde la nation contre la politique hypocrite des yankees, qui a réellement pour but l'indépendance de l'île de Cuba.

Continuant, l'Imparcial dit : Le président McKinley peut protester de son amitié et de ses intentions pacifiques, mais ses actes sont en contradiction avec ses paroles.

Pendant que le président des Etats-Unis nous cajole avec des mots il agisse nous noie pour nous frapper par derrière. En parlant de concorde il emploie ses dimanches à des préparatifs expéditionnels de guerre dans les arsenaux et annule les congés des marins.

L'ouvrier nous avoir confiance dans ceux qui empêchent la pacification de l'île de Cuba, encourageant la rébellion et les expéditions de filibusters, et envoient des navires de guerre sous prétexte d'amitié et en préchant la paix ?

Nous devons nous préparer à la guerre. Il n'est plus temps de se procurer des navires de guerre, mais nous devons armer immédiatement ceux que nous avons et envoyer le Pelayo, le Colon, le Carlos V et le Maria-Teresa dans les eaux cubaines à la suite de l'Almirante, de l'Oquendo et du Vizcaya, pendant que le reste de la flotte garderait la Péninsule.

Toute autre politique que la préparation à la guerre fait le jeu des américains, dont le but est d'épuiser nos ressources et d'obtenir l'indépendance de Cuba sans risques.

Pendant combien de temps le gouvernement a-t-il l'intention de favoriser les plans des américains ? Pendant combien de temps la nation agonisante tolérera-t-elle l'apathie du gouvernement ?

Ce langage d'un journal semi-officiel est très commenté. Le "País" déclare franchement que la proclamation de l'indépendance de l'île de Cuba est imminente.

L'existence de la nation a été assaillie ; une partie de la presse étrangère a recueilli tout le mal que nous avons dit entre nous. Ce sera toujours la punition de ceux qui parlent mal de la France d'obtenir les applaudissements de l'étranger.

Chaque jour on découvre des cas d'espionnage à l'étranger. Est-ce que la presse française s'excite comme la presse étrangère à propos de Dreyfus ? Non.

Il y a donc une morale à tirer, maintenant que l'agitation doit cesser (Acclamations bruyantes) dans l'intérêt de la tranquillité publique, dans l'intérêt de notre sécurité extérieure et même dans l'intérêt de ceux qui se sont engagés si follement et si audacieusement dans cette campagne, campagne qui pouvait nous faire retourner à l'âge de l'entre-deux.

Le premier ministre a alors raillé cette élite intellectuelle qui ferme ses yeux et ses oreilles au pays et découvre des blessures que le gouvernement tente de cicatrifier.

M. Méline a l'intention, d'imposer la paix à tous, et il prendra les mesures qui nécessitent les circonstances. Personne, après le verdict d'hier, ne peut soulever la discussion de bonne foi, et si les lois actuelles ne suffisent pas, le gouvernement demandera à la chambre un autre vote qui prouvera que quand le patriotisme est en question les divisions disparaissent entre nous.

M. Goujon a proposé l'affichage du discours de M. Méline dans toutes les communes de France, et cette proposition a été adoptée.

M. Cavaignac, ancien ministre, a reproché au gouvernement de n'avoir pas dévoilé la vérité entière pendant le procès et d'avoir insuffisamment défendu les officiers. Il a ajouté qu'il voulait une armée puissante mais subordonnée au pouvoir civil.

Les débats ont été alors déclarés clos et plusieurs ordres du jour ont été présentés.

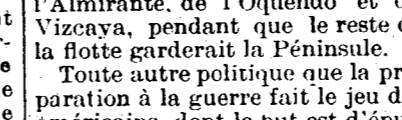
Le premier ministre a accepté un jour exprimant la confiance dans le gouvernement et approuvant ses déclarations.

Cet ordre du jour a été voté par 461 voix contre 40.

M. Habert, un révisionniste, a suggéré l'addition des mots suivants : " et rendant hommage à l'armée nationale et à la loyauté de ses chefs."

M. Méline a répondu que cette addition, sous le prétexte que l'armée devrait être tenue en dehors des partis.

M. Méline.



M. MÉLINE.

A la Chambre des Députés de Paris.

INTERPELLATION SUR L'AFFAIRE ZOLA.

Déclaration du président du Conseil.

Vote de confiance dans le Gouvernement

Paris, France, 24 février.—La Chambre des députés était foulée aujourd'hui, et à la requête de M. Méline, président du conseil, il a été décidé de discuter immédiatement l'interpellation de MM. Hubbard et Gautier sur l'affaire Zola.

M. Hubbard, un radical, a demandé à ses généraux de Pellieux et de Boisdeffre étaient intervenus dans les débats avec l'autorisation ou par ordre du ministre de la guerre, le général Billot.

Le député a parlé, au milieu d'interruptions incessantes, du danger d'une guerre religieuse, et il a conclu en invitant le gouvernement à mettre fin au tumulte et au désordre dans la rue.

M. Viviani a déclaré que les socialistes, quoique divisés relativement au cas de Dreyfus, étaient entièrement d'accord au sujet des progrès du pouvoir civil sur le pouvoir militaire.

Cet orateur a ensuite fait allusion à la coalition des chefs de l'armée et du clergé, et il a exprimé l'opinion que la liberté était menacée. Il a demandé à la chambre, en conséquence, de protester contre l'attitude des généraux.

M. Méline a répondu de la façon suivante : Un tribunal démocratique et populaire a rendu un verdict après une cour militaire, et vous l'accepterez.

Le général Billot n'a donné aucun ordre aux généraux appelés en témoignage devant un tribunal du pays.

Un général a été accusé à cause de ses déclarations. Sans aucun doute il a prononcé un mot de trop, mais vous devez vous rappeler l'accusation terrible qu'on lui a jetée à la face.

Continuant, M. Méline a dit que les accusations portées contre l'armée étaient injustes, et il a affirmé

qu'il n'y avait pas un seul officier coupable de complot contre le pays, même en rêve. Et il a ajouté : "nos officiers sont hantés par d'autres rêves" (Acclamations).

Si après le verdict d'hier, a remarqué le président du conseil, l'agitation continue, nous saurons qu'on a fait de l'affaire une question de parti. Assez de torts ont déjà été faits au pays.

L'existence de la nation a été assaillie ; une partie de la presse étrangère a recueilli tout le mal que nous avons dit entre nous. Ce sera toujours la punition de ceux qui parlent mal de la France d'obtenir les applaudissements de l'étranger.

Chaque jour on découvre des cas d'espionnage à l'étranger. Est-ce que la presse française s'excite comme la presse étrangère à propos de Dreyfus ? Non.

Il y a donc une morale à tirer, maintenant que l'agitation doit cesser (Acclamations bruyantes) dans l'intérêt de la tranquillité publique, dans l'intérêt de notre sécurité extérieure et même dans l'intérêt de ceux qui se sont engagés si follement et si audacieusement dans cette campagne, campagne qui pouvait nous faire retourner à l'âge de l'entre-deux.

Le premier ministre a alors raillé cette élite intellectuelle qui ferme ses yeux et ses oreilles au pays et découvre des blessures que le gouvernement tente de cicatrifier.

M. Méline a l'intention, d'imposer la paix à tous, et il prendra les mesures qui nécessitent les circonstances. Personne, après le verdict d'hier, ne peut soulever la discussion de bonne foi, et si les lois actuelles ne suffisent pas, le gouvernement demandera à la chambre un autre vote qui prouvera que quand le patriotisme est en question les divisions disparaissent entre nous.

M. Goujon a proposé l'affichage du discours de M. Méline dans toutes les communes de France, et cette proposition a été adoptée.

M. Cavaignac, ancien ministre, a reproché au gouvernement de n'avoir pas dévoilé la vérité entière pendant le procès et d'avoir insuffisamment défendu les officiers. Il a ajouté qu'il voulait une armée puissante mais subordonnée au pouvoir civil.

Les débats ont été alors déclarés clos et plusieurs ordres du jour ont été présentés.

Le premier ministre a accepté un jour exprimant la confiance dans le gouvernement et approuvant ses déclarations.

Cet ordre du jour a été voté par 461 voix contre 40.

M. Habert, un révisionniste, a suggéré l'addition des mots suivants : " et rendant hommage à l'armée nationale et à la loyauté de ses chefs."

M. Méline a répondu que cette addition, sous le prétexte que l'armée devrait être tenue en dehors des partis.

M. Castelin a demandé si le gouvernement avait l'intention d'annuler les membres du syndicat Dreyfus, ou de faire une enquête pour assurer de l'identité des individus responsables.

M. Méline a répondu que le gouvernement pouvait ordonner une enquête, mais il a ajouté que cette enquête serait faite dans les limites de la législation actuelle.

M. Roche, un socialiste, a posé au gouvernement une question sur les prétendues représentations faites aux membres de la famille Dreyfus au nom du général Billot, ministre de la guerre. Il a attaqué les cours martiales, disant qu'elles n'étaient que des instruments de torture pour les soldats.

Le général Billot a répondu qu'il n'avait envoyé personne à la famille Dreyfus, et il a protesté avec indignation contre les insinuations faites contre lui.

Le ministre de la guerre a demandé l'ordre du jour pur et simple, qui a été voté par 428 contre 54.

M. Viviani a demandé l'urgence pour la discussion d'une motion

EN APPEL

Paris, France, 24 février.—Maitre Laborie, avocat-conseil de M. Zola, a déposé aujourd'hui au nom de son client une demande d'appel de la sentence prononcée hier.

Une demande semblable sera faite demain au nom de M. Perrux.

A Madrid.

Londres, 25 février.—Le correspondant du "Standard" à Madrid dit :

Les hommes d'Etat espagnols de tous les partis sont simplement alarmés et indignés à l'idée que l'Espagne pourrait jamais consentir à vendre l'île de Cuba.

Cette suggestion exposerait la monarchie à un irrésistible mouvement populaire auquel probait part l'armée et la marine.

Au point de vue financier cette vente est également impossible, car le prix suggéré ne couvrirait pas la moitié de la dette cubaine, que les espagnols détiennent presque entièrement.

Réunion de Cabinet à Madrid.

Madrid, Espagne, 24 février.—La reine régente a présidé aujourd'hui une réunion de cabinet au cours de laquelle les relations entre l'Espagne et les Etats-Unis ont été discutées.

Le emprunt chinois.

Londres, 25 février.—La moitié de l'emprunt chinois, d'un montant de 8,000,000 de livres sterling, a été entièrement souscrite cette après-midi.

Il a été nécessaire de rejeter quelques souscriptions.

Le prix d'émission est de 90 pour cent intérêt de 4 1/2 pour cent.

Les bons sont offerts au public dans huit jours.

Marchés divers.

Paris, 24 février.—La rente trois pour cent est cotée à 103 francs 70 centimes.

Londres, 24 février.—Consolidés au comptant, 112 11/16 ; à terme 112 3/4.

Liverpool, 24 février.—Coton spot—demande bonne : prix plus élevé.

American middling fair 32 7/8 ; good middling 31 3/4 ; middling 3 1/2 ; low middling 3 ; good ordinary 3 1/4 ; ordinary 3d.

Ventes 12,000 balles, dont 10,000 pour la speculation et l'exportation y compris 15,000 coton américain.

Recettes 7,000 balles, dont 6,000 coton américain.

Futures—calmes à l'ouverture et demande modérée ; calmes stables à la clôture.

American middling 1 m. c. 32 ; février et mars 3 1/2 ; mars et avril 3 1/2 ; avril et mai 3 1/2 ; mai et juin 3 1/2 ; juillet et août 3 1/2 ; septembre et octobre 3 1/2 ; octobre et novembre 3 1/2 ; novembre et décembre 3 1/2.

New York, 24 février.—Coton spot—calmes mais stables à la clôture.

elle les difficultés de ses débuts comme vous avez adouci les ennemis des miens ! Sans le savoir, je travaillais pour vous, mon ami et moi aussi, je suis bien heureuse.

Le vieux duc était plongé dans une véritable stupeur. Mais cette stupeur touchait au ravissement.

Ainsi cette fille qu'ils cherchaient si lointain était au milieu d'eux.

Chaque jour, pour ainsi dire, ils auraient pu la voir, lui parler.

Et à mesure que Caroline qui continuait à lui parler de sa protégée, entra dans une foule d'autres détails, il se disait qu'ils n'avaient même plus à faire sa connaissance.

Le père lui-même, Raymond de Bordes, l'avait examinée avec attention, un matin, alors qu'elle était allée porter des chapeaux à la jeune marquise.

A son retour, elle l'avait raconté à la patronne, naïvement, avec la sincérité qu'elle apportait en toutes choses et aussi sa conversation avec le valet de chambre, un gros réjoui qui plaisantait avec elle près de la loge du concierge.

—Roubaud ! fit le duc pensif. Et comme il demeurait, accablé par ainsi dire sous le poids de ce bonheur de nature à combler ses espérances les plus ambitieuses, la femme qui les servait entra et dit à Caroline :

—